



→ le Congo. À l'exception récente de Paris depuis les attentats, il semble que ce ne soit pas le cas. "Cela présente pourtant un intérêt évident", confirme Guy Rapaille.

C'est ici qu'intervient le troisième point: le manque d'argent. Comme toujours le nerf de la guerre. À l'instar de sa justice, sa police ou son armée, la Belgique maltraite ses services de sécurité. Dans un contexte marqué par le terrorisme, le gouvernement a certes accordé en 2018 à la VSSE un budget historiquement élevé de 64 millions d'euros. Soit un tiers de plus que cinq ans plus tôt. Mais rien ne garantit la pérennisation du montant dans les années à venir. L'actuel patron de la Sûreté Jaak Raes a d'ailleurs profité de l'affaire du groupe d'ultra-droite flamand Schild & Vrienden en septembre dernier pour réclamer le doublement de son budget. Il faut dire qu'il l'a fait faire par un journaliste

## Surveiller les extrémistes de droite ou de gauche fait aussi partie des missions.

flamand qui a infiltré leurs conversations privées en ligne et divulgué l'affaire. Or détecter ce genre de menaces diffuses représente le core business de la VSSE. En plus du contre-espionnage, du terrorisme et de la défense du potentiel scientifique et économique, la surveillance des extrémistes de droite comme de gauche figure parmi ses missions légales.

Mais faute de moyens, la direction a fixé des priorités. Espionnage et terrorisme monopolisent ainsi l'ultra-majorité des ressources disponibles. Et puis la vague de recrutements réalisée après les attentats de 2015 et 2016 a surtout permis de remplacer les départs à la retraite et ceux de l'équipe de protection des personnalités transférée à la police fédérale. C'est ce qu'a mis en évidence mi-février *Le Soir*. Le journal a sorti la calculatrice: l'agence comptait en décembre à peine 25 temps plein en plus qu'avant les attentats. De nombreux agents ont aussi le moral dans les chaussettes. Sans compter les dysfonctionnements récemment pointés par la commission d'enquête post-attentats. Bref, les défis sont immenses alors que l'échiquier mondial est en pleine recomposition. En attendant, sous couverture journalistique, diplomatique ou d'hommes d'affaires, les espions sévissent à l'ombre de la Grand-Place. Ou se régalaient au Meet Meat Steak. \*

# Une expertise qu'on nous envie

Le réseau humain de la Sûreté belge bénéficie d'une certaine reconnaissance des services étrangers. - Texte: Julien Thomas -

L'arrestation a lieu le 30 juin dernier à Woluwe-Saint-Pierre. Le couple d'origine iranienne appréhendé par la police fédérale transporte alors 500 grammes de TATP et un dispositif de mise à feu. L'arsenal doit servir à un attentat contre un rassemblement d'opposants au régime iranien, les Moudjahidines du peuple iranien, à Villepinte, près de Paris. L'information de base est venue de... notre Sûreté de l'État (VSSE). Celle-ci travaille dans l'ombre. Pas toujours facile donc de se vanter de ses réussites.

D'autant plus rageant que la presse n'hésite jamais en revanche à souligner ses échecs. L'agence possède pourtant une expertise reconnue en matière de renseignement humain. Particulièrement en matière de djihadisme. Un autre et récent succès majeur? Le démantèlement de la cellule terroriste de Verviers en 2015. "Dès les années 90, la Sûreté a fait un travail rigoureux et important sur les dossiers de terrorisme islamique, indique André Jacobs, ex-commissaire divisionnaire. Citons par exemple la dissolution du réseau Ahmed Zaoui après les attentats de Paris de 1995 ou l'identification rapide d'un assassin du commandant Massoud en 2000."

### Nos barbouzes trop modestes

L'homme a dirigé de 1990 à 2010 le service anti-terroriste de l'agence. Après le 11 septembre, il fut aux premières loges pour assister au réinvestissement massif des services américains dans le renseignement humain. La petite Belgique n'a jamais arrêté de s'y consacrer. Soyons de bon compte. L'agence n'a pas vraiment eu le choix au regard de ses moyens techniques et humains. Reste que son expertise est reconnue par différents observateurs étrangers. Après le démantèlement de la cellule de Verviers, la Sûreté a immédiatement reçu la visite de ses homologues français, néerlandais ou encore britanniques. Tous ont voulu comprendre comment la VSSE s'y était prise pour détecter l'attentat en préparation. "La Sûreté a développé des réseaux d'agents infiltrés sur le terrain. C'est un travail qui prend beaucoup de temps mais permet

d'arriver à des analyses d'un assez bon niveau pour la Belgique. Le numéro 2 de la DGSE (services extérieurs français - NDLR) a encore dit récemment que son agence entretient une relation unique avec les Belges", explique Thomas Renard, expert à l'Institut Egmont.

Pour Rik Coolsaet, expert en radicalisation au même Institut Egmont, les Belges ont probablement longtemps sous-estimé leur expertise accumulée à partir de la deuxième moitié des années 80. "Notre pays a alors été confronté en premier avec les Français à ce qu'on appelle le terrorisme de type djihadiste. Quand les Hollandais publient en 2002 des premières notes sur le salafisme et le djihadisme, c'est en grande partie nourri par leurs échanges avec la Sûreté belge. N'ayant pas de possibilité de communiquer publiquement, je me souviens qu'ils étaient extrêmement contents que quelqu'un puise dans leur expertise. On n'a pas dans notre culture politique cette volonté d'aller vers le grand public. Mais c'est en train de changer." \*

